

# Logiques totalitaires

**Pierre Sommermeyer**

**C**omme ceux qui l'ont précédé (cf. *Réfractons* n° 17), le dernier ouvrage publié par Stéphane Courtois<sup>1</sup> est composé d'articles de différents intervenants et précédé d'une préface de Courtois lui-même. Après avoir exploré les crimes contre l'humanité, les traces laissées par le communisme, il s'attache cette fois à mettre à jour, dans un premier temps, ce qui dans la théorie et le langage «révolutionnaires» amène de façon irréversible à l'horreur, puis continue l'étude, de façon plus ou moins idéologique, des processus historiques.

L'ouvrage commence par une introduction de S. Courtois où il attire l'attention sur un auteur israélien, Jacob Talmon, qui s'efforce de tirer au clair les racines intellectuelles du totalitarisme. Bernard Bruneteau développe dans sa communication les apports de J. Talmon.

## Idéologie du totalitarisme

L'article de cet auteur pourrait servir de réservoir à qualificatifs pour ceux qui seraient en peine de cerner l'idée de démocratie. Si le concept de démocratie totalitaire est au centre de l'article, on y trouve aussi la démocratie libérale bien sûr, puis celle qui est vraie, celle qui est soit formelle soit sociale; il y a l'absolue, la massive, celle qui est unanimiste quand elle n'est pas parlementaire ou majoritaire, il y a la démocratie organique unanime, et enfin celle qui est de masse. Que faire de tout cela?

Il suffit de rejoindre la recherche des origines du totalitarisme à laquelle se livre Bruneteau pour être convaincu que celles-ci sont aussi

---

1. *Les logiques totalitaires en Europe*, sous la direction de Stéphane Courtois, Paris, Éditions du Rocher, 2006, 600 pages, 24 euros.



celles de la démocratie. Sur la base du travail fait préalablement par Jakob Talmon, historien juif né en Pologne puis devenu israélien, publié dans les années cinquante, nous savons que le totalitarisme, qui a été le principal problème du *xx<sup>e</sup>* siècle, a trois origines : les Lumières, les Jacobins extrémistes et enfin Gracchus Babeuf et ses amis. En prenant appui sur certains postulats des Lumières, « les extrémistes jacobins puis babouvistes auraient créé le cadre paradigmatique pour le développement postérieur du messianisme politique contemporain ». Pour Talmon, « les mouvements de masse du totalitarisme messianique sont une manifestation de la névrose dont souffre l'humanité depuis les débuts des temps modernes ».

À travers ces pages, on croit comprendre que la démocratie est la volonté du peuple. Nous savons bien qu'entre ce que le « peuple » pourrait vouloir et cette démocratie dont on nous rebat les oreilles, il y a bien des intermédiaires qui n'ont à faire ni avec l'un ni avec l'autre. Un historien, auquel l'auteur rend hommage, ira jusqu'à dire que « le dictateur et le peuple ne s'affrontent pas [...], à travers rites et fêtes, mythes et symboles les gens sont amenés à une

participation active. Pour des millions d'entre eux il s'agissait de la vraie démocratie ».

En fait, du début à la fin de cet article, l'auteur reste dans l'abstraction, dans l'idéologie, il n'y a nulle part de confrontation avec la réalité. Ceux qui se sont révoltés en 1789, comme en 1917 et dans les années suivantes, ne se seraient pas soulevés parce qu'ils avaient eu faim, avaient été maltraités et persécutés, mais seulement parce qu'ils auraient lu les livres et autres libelles écrits dans la période des Lumières et après. De la même façon, l'auteur oublie que si les systèmes totalitaires ont pu fonctionner, c'est qu'auparavant ils avaient liquidé par la mort ou par l'exil toute forme de contestation et mis sur pied un mécanisme de terreur permanente. Bruneteau ferait bien de relire les parties historiques des autres ouvrages de Courtois où sont décrits par le détail ces fonctionnements pervers.

À lire l'article écrit par ce dernier à propos de Lénine et de l'invention du totalitarisme, il est difficile de rester indifférent à la détermination qu'il met à vouloir charger Lénine de tous les maux de la terre, dont celui d'avoir été l'inventeur du système soviétique de

terreur permanente. Courtois semble admettre que certains croient encore que Lénine fut le bon et Staline le méchant dans l'épopée communiste. N'ayant jamais eu de doute sur le rôle de ces deux individus, nous n'entrerons pas dans ce débat. Pourtant, il nous faut relever que cette hargne dans la dénonciation semble cacher une espèce de règlement de comptes qui ne dit pas son nom, celui de l'élève envers son professeur.

Ce qui nous intéresse dans cet article, c'est ce qui n'est pas dit. Si l'on apprend comment Lénine est devenu ce qu'il fut, jamais il n'est dit pourquoi il le fut. Dans le monde russe d'avant 17, un certain nombre de personnes, et non des moindres, ont emprunté d'autres chemins que Vladimir Illitch Oulianov vers la révolution. Bakounine, Kropotkine et bien d'autres avaient choisi un chemin radicalement différent. Pourquoi pas Lénine? Courtois, tout à sa hargne, fait de l'homme de la Léna un observateur à la lettre des dits et écrits de Marx. Soit, mais qu'en est-il des autres marxistes russes? Dan, Martov, et les mencheviks étaient-ils de moins bons marxistes? L'auteur de l'article se rappelle-t-il seulement la correspondance entre Marx et Vera Zassoulitch, où le premier semble considérer le village communautaire traditionnel russe, le *mir*, comme la base d'une possible révolution en Russie? Nous ne saurons pas pourquoi Lénine ne fut pas anarchiste, ou même seulement socialiste.

Il y a pourtant un accord possible avec Courtois. C'est quand il parle de «l'autorité absolue d'un chef en voie de sacralisation». Il ne s'agit plus alors de marxisme, mais bel et bien de la continuation de la conception tsariste de la société. Mais l'auteur évite cette voie, car elle ne lui permettrait pas de vouer aux gémonies l'idée même de révolution.

## La guerre civile en Allemagne et en Espagne

Un des intérêts de ce livre est d'examiner la présence de logiques de guerre civile en période révolutionnaire. Arrêtons-nous sur deux des exemples abordés, l'Allemagne et l'Espagne.

L'Allemagne de 1917 à 1923 est une épine dans le pied des positions «courtoises» anti-révolutionnaires. Que s'est-il passé dans ce pays à ce moment-là? On ne le saura pas en lisant cet article. Son auteur, Jean-François Fayet, fait une avancée intéressante et contraire à l'a priori de cet ouvrage. Il parle, à propos de la «Révolution de novembre 18», de «révolution démocratique», parce «qu'elle ne connut ni exécutions ni expropriations». Ce qui, pour la deuxième notion, en dit long sur la conception de l'auteur sur ce que doit être une révolution. Il reconnaît aussi que les communistes, c'est-à-dire le KPD, furent absents «de l'authentique guerre civile qui oppose en mars 1920 de véritables armées suite au putsch de Kapp»<sup>2</sup>. Donc on ne saura pas que ceux qui formèrent les groupes de Max Hölz étaient des hommes qui avaient survécu à la boucherie de 14-18 et qui étaient bien décidés à régler leurs comptes aux porteurs de galons qui les y avaient envoyés. Peut-être le fait de replacer la situation dans son contexte concret risquerait-elle de pousser le lecteur à la sympathie. On apprend plein de choses intéressantes sur le fonctionnement interne du parti communiste allemand, qui n'a alors plus rien à faire avec la vision que pouvait en avoir Rosa Luxembourg. C'était devenu une machine de guerre au service de Moscou.

2. Voir *Réfractons* n° 5, *Violence, contre-violence, non-violence* (printemps 2000), «Le coup d'État de Kapp et la grève générale».

Ce processus est très bien décrit par l'auteur. Pourtant, sa façon de passer sous silence tout ce qui advint à la gauche du KPD laisse rêveur. J.-F. Fayet réussit à parler du KAPD (Parti des travailleurs communistes<sup>3</sup>) comme d'une minorité de la gauche communiste; quand il parle de la République des conseils de Bavière, c'est pour mentionner la liquidation de Léviné, le leader communiste, mais pas un mot sur Gustav Landauer qui subit le même sort. Le summum de l'oubli concerne le fameux libelle de Lénine contre la gauche allemande sur sa maladie infantile.

Ces approximations se retrouvent dans l'article consacré par deux universitaires espagnols, Antonio Elorza et Marta Bizcarrondo, aux logiques de guerre civile dans les années trente en Espagne.

Pour tout ce qui concerne la partie consacrée aux pulsions militaristes de guerre civile de la droite espagnole, nous avons droit à une démonstration documentée et convaincante; quand il s'agit d'aborder les positions insurrectionnalistes des anarchistes, on se heurte à des problèmes de méthodologie. Manifestement, ces auteurs sont perdus dans les différentes sensibilités libertaires qui s'expriment dans la péninsule ibérique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à 1937. Ils tentent dans cet essai de démontrer que les communistes, malgré leur faible nombre, tirent toutes les ficelles de la guerre civile. Ils n'ont pas peur non plus de présenter la FAI comme une structure monolithique à l'image du PC. Une citation témoigne de l'ambiguïté de leur vision de l'anarchisme espagnol:

«L'image positive de la violence et de la guerre sociale était diffusée au moyen de la littérature et du cinéma – à commencer par Eisenstein – et associée à la grandeur de la construction du socialisme. C'est ainsi que prit forme le mythe de l'URSS qui imprégna bientôt d'une façon ou d'une autre tout l'ouvriérisme d'inspiration marxiste et contraignit même les anarchistes à découvrir les merveilles de la vie au sein du communisme libertaire dans une littérature utopique variée.»

Dans cette communication, les auteurs font le procès sans concession du fascisme espagnol. Le lecteur aura l'impression que, pour faire passer ces jugements sans appel, ils se croient obligés de faire le procès de l'anarchisme. Pour eux, d'une façon ou d'une autre, il faut ranger cette idéologie avec celle du communisme soviétique. Il n'y aurait pas de différence entre la conception du pouvoir des staliniens et celle des anarchistes. Ce qui s'est passé en Espagne apparaît comme une «révolution acéphale»; les auteurs critiquent la «prolifération de pouvoirs locaux qui sont autant de comités de salut public répondant à une logique strictement jacobine d'adoption des décisions et de volonté répressive».

Il s'agit bien dans ce cas de frapper fort contre quelque chose que l'on ne veut pas comprendre. Les anarchistes sont accusés dans ces lignes d'avoir à la fois lutté contre «l'arrivée de volontaires dans les brigades internationales» et d'avoir fui le front: «nombreux sont ceux qui échappèrent au devoir d'entrer dans les milices».

3. Le KAPD est né, en avril 1920, de la tendance de gauche du KPD-Spartakusbund qui, bien que majoritaire, fut expulsée du parti lors du congrès de Heidelberg, en octobre 1919.



### Le totalitarisme en actes

Après les parties consacrées à l'interprétation idéologique, il est fort instructif de s'arrêter sur l'article de Nicolas Werth sur « l'ingénierie sociale de la terreur » en URSS. L'utopie est apparue dans l'Histoire sous la forme d'élaborations théoriques précises de cités idéales. La conception de cette ingénierie va requérir autant de minutie, mise cette fois au service de la réalisation de l'enfer sur terre. Mais, contrairement à la blague classique avançant que la différence essentielle entre l'enfer capitaliste et le socialiste, c'est que pour ce dernier cela ne fonctionne pas, en fait ce non-fonctionnement est pire que tout ce que l'on peut imaginer. L'auteur se réfère à des extraits des archives russes qui commencent à être exploitées, et nous laisse entendre que le pire est à venir. Le dirigeant du GPU, fort de son expérience passée dans la déportation de populations, élabore au début 1933 un plan grandiose prévoyant le déplacement forcé de deux millions de personnes.

Pour ce faire, il faudra construire mille villages pour 500 familles chacun, chaque village comprendra 100 unités d'habitation de 60 m<sup>2</sup> chacune, pour une vingtaine de personnes, chaque déporté

ayant droit à 3 m<sup>2</sup> habitables. Dans chaque village il y aura des bains, une infirmerie, un local de désinfection, des étables, un garage, une école, une cantine, une salle de lecture, un magasin. Pour construire tout cela il faudra « la première année 3,4 millions de m<sup>3</sup> de bois, 10288 tonnes de fer et de tôles, 6929 tonnes de clous, 2591 m<sup>2</sup> de vitres etc. Les besoins en transport s'élèvent à 2416 camions, 90000 chevaux, 1200 tracteurs... ». Ce plan, mis au point par Iagoda et annoté par Staline lui-même et Molotov, commença à être mis en pratique dès le mois de mars 1933. Malheureusement, les bureaucrates de base, plus en phase avec les possibilités concrètes, négocièrent, marchandèrent à la baisse le nombre de déportés. Le responsable du PC en Sibérie déclarant ne pouvoir recevoir plus de 250000 individus, Staline transigea à 500000. Mais, devant la difficulté de la tâche, le plan fut abandonné. Déportées dans le cadre de ce plan, 4000 personnes placées sur un îlot perdu au confluent de l'Ob et de la Nazina et laissées sans nourriture et abri moururent de faim.

Cet échec ne marqua pas pour autant la fin des déportations. En 1933 commença la purification des villes, puis

en 1935 ce fut le début des déportations de minorités ethniques suspectes. Cette expérience fut utilisée pour nettoyer les territoires annexés par l'URSS au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Tout ceci fut organisé de façon rationnelle, les exécutants étant soumis à des quotas, comme n'importe quels ouvriers dans n'importe quelle usine. Le comble de l'horreur aura lieu à partir de 1937. Ce fut ce que l'on appelle la « Grande Terreur ». À cette occasion, l'expérience acquise précédemment fut utilisée. Il n'est plus question de déportations, solution jugée inefficace dans la purification de la société, mais de liquidations pures et simples. Le 2 juillet 1937, Staline envoie aux dirigeants du PC et du NKVD (Commissariat du peuple à l'intérieur) « une directive leur demandant de lui envoyer une estimation du nombre de koulaks et d'éléments criminels et

socialement nuisibles répartis en deux catégories, 1<sup>e</sup> catégorie : à fusiller, 2<sup>e</sup> catégorie : à exiler ». Khrouchtchev lui-même relèvera la présence de « 41 305 éléments koulaks et criminels » et proposera « d'attribuer 8500 de ces éléments à la première catégorie et 32 805 à la deuxième ». Dans une seconde étape le Politburo instaure le système des quotas dans chacune de ces catégories, 76 000 éléments sont alors attribués à la première catégorie. Comme dans tout dispositif de ce type, une émulation se fait jour et des demandes de dépassement des quotas sont envoyées à la capitale. Un quota initial de 750 est augmenté avec l'accord écrit de Staline à 6000.

Ainsi de suite dans toute la Russie. Les condamnés à mort ne furent jamais informés de leur sort. Il y eut à ce moment-là 800 000 exécutés d'une balle dans la tête. Les cadavres furent enterrés de telle façon que même au sein de l'appareil répressif personne ne sût où. Car l'angoisse des dirigeants était grande que « de notre propre appareil un jour ces informations pourraient sortir ».

Si les exécuteurs étaient le bras armé du Parti russe, comment les cadres communistes étaient-ils formés ailleurs ? C'est à cette question que répond Sylvain Boulouque. Il dévoile au lecteur la façon dont le Parti communiste français s'est organisé pendant les années d'avant-guerre. L'organisation repose sur trois piliers. Le premier est la rédaction par chaque responsable de son autobiographie. D'abord facultative, cette rédaction devient obligatoire. Ces confessions arrivent entre les mains de la commission des cadres qui va s'en servir après les avoir vérifiées, contrôlées, pour désigner à chacun un lieu, un domaine d'intervention.

Ce travail d'organisation va d'abord se faire sous contrôle français, avant de



passer sous le contrôle de l'envoyé de Moscou qui examinera fiche après fiche et prendra la décision finale. Les conséquences de ce triple examen sont multiples. D'abord, et cela est spectaculaire, le PCF se dote à partir de 1933 d'une organisation d'une rare efficacité. Ce que Boulouque ne relève pas, c'est que la plupart des permanents communistes sont des ouvriers ou employés qui se sont engagés de façon radicale dans leur entreprise au cours de grèves souvent violentes et qui, licenciés, ont perdu toute possibilité de retrouver un autre emploi. D'autre part, Boulouque dit que le nouveau cadre communiste issu de cette filière est jeune, ouvrier spécialisé et métallo. C'est sur le second terme qu'il convient de s'arrêter. Le lecteur d'aujourd'hui aurait tendance à penser qu'un ouvrier spécialisé est un ouvrier possédant une spécialité professionnelle, alors qu'il s'agit en fait de quelqu'un qui est au bas de l'échelle et seulement qualifié pour l'exécution d'une tâche parcellaire et répétitive, une tâche spécialisée. Cet ouvrier a été formaté dans un système taylorisé où on ne demande pas de réfléchir au travail exécuté. Au fond, c'est un « Charlot des *Temps Modernes* ».

C'est à ces ouvriers que le Parti offre alors un poste de permanent, permettant ainsi à eux et à leurs familles non seulement de subsister, mais aussi d'acquérir une promotion sociale. Ce faisant, il s'assure de leur fidélité sans faille. Le choix des permanents est calqué sur la société et son économie. Dans sa volonté de pouvoir gouverner le pays en cas de prise de pouvoir, le parti colle au système, il en est le décalque. Ce qui explique que, le système de production changeant, le Parti communiste inadapté n'a plus qu'à disparaître.

## Pour conclure

Cet ouvrage, comme ceux qui précèdent et ceux qui suivront, puisque hélas l'horreur n'a pas été complètement dite, est un livre important en ce qu'il oblige à la fois à réfléchir, à contester et à ne pas oublier. Pourtant, le discours théorique qui sous-tend cette publication est pour le moins sujet à caution. Que le changement de régime social ait pu être l'occasion pour le totalitarisme, qu'il soit rouge ou noir, de mettre en place des logiques de l'horreur n'est pas discutable. L'article de Lichtenhan sur la logique répressive totalitaire amplifie l'insupportable déjà dit dans la communication de N. Werth. Pourtant les auteurs, et particulièrement Stéphane Courtois, ne reconnaissent pas qu'il y a à l'origine de tout changement social autre chose qu'une simple idéologie, mais une souffrance humaine qui force les gens à bouger, et que cette souffrance a comme cause le système en place, quel qu'il soit. L'autre chose qu'il faut relever, c'est la crédulité de ces intellectuels. Il suffit qu'un homme, Lénine, dise « Je fais la Révolution... » pour qu'aussitôt tous disent « Voilà la Révolution ! ».

Personne parmi eux, en plagiant Simon Leys, ne dénoncerait les « habits neufs du camarade Lénine » ou ne reprendrait à son compte cette citation trouvée dans le présent ouvrage : « Bakounine refusait tout pouvoir politique au nom d'une abolition de l'Etat inspirée par le refus radical du principe de *gosudarstvennost*, c'est-à-dire la forme tsariste d'un étatsisme autoritaire. »

**Pierre Sommermeyer**